

## Des auditions de juristes sur le Pacte des migrations

La commission des Affaires étrangères de la Chambre a décidé mercredi d'entendre des juristes dans le dossier du Pacte des Nations unies sur les migrations avant de se prononcer sur des propositions de résolution de l'opposition. La Chambre se prononcera sur ces textes jeudi prochain en séance plénière.

Le cdH, a été rejoint par DéFI, et les écologistes pour déposer des propositions de résolution demandant que la Belgique approuve sans réserve le Pacte dont la signature est attendue le 10 décembre au cours d'une conférence internationale à Marrakech. La majorité est divisée sur la question. Le MR, l'Open Vld et le CD&V veulent que la Belgique approuve le Pacte comme le Premier ministre s'y est engagé le 27 septembre à la tribune de l'ONU. La N-VA se déclare jusqu'à présent opposée à ce texte pourtant non contraignant.

La majorité a donc proposé d'organiser des auditions pour éclairer le Parlement sur les questions qui se

posent. Elles auront lieu au plus tard mardi, afin que la commission puisse se prononcer sur les textes le jour même, avant un débat en séance plénière jeudi.

En attendant, la Fédération des entreprises de Belgique (FEB) a appelé le gouvernement à mettre un terme à ses chamailleries sur ce sujet. Aux yeux de Pieter Timmermans, l'administrateur délégué de la FEB, une chute du gouvernement sur cette question serait inadmissible. *«Il reste encore une quinzaine de dossiers à boucler, notamment le jobsdeal, la norme énergétique et le budget mobilité. Il s'agit de dossiers importants pour lesquels nos entrepreneurs attendent une concrétisation.»*, a-t-il souligné.

Au niveau international, le Premier ministre italien Giuseppe Conte, à la tête d'un gouvernement populistes-extrême droite, a annoncé mercredi qu'il ne signerait pas le pacte de l'ONU sur les migrations.

**BELGA, AFP**